

ST 8: Représentations et labellisations de la « guerre »

Daho Grégory, Paris 1, gregda@free.fr

Les effets de l'objectivation des discours sur le « désordre international » sur les transformations du champ de la défense en France

Effondrement soudain des équilibres idéologiques et stratégiques, désarroi face à l'incertitude structurelle, codes de la conflictualité internationale obsolètes : aux sources de la reconfiguration des représentations stratégiques depuis l'effondrement bipolaire, se trouve, chez les observateurs comme les acteurs de la politique de défense, le réflexe de pallier une certaine perte de repères. Même les objets référents de la stratégie, que beaucoup d'approches essentialistes appréhendaient jusqu'alors comme intangibles, se sont progressivement transformés : les « crises » se substituant aux « guerres », les « risques » aux « menaces », le champ traditionnel de la « défense » est devenu celui de la « sécurité nationale »¹.

Cette communication n'est pas, à proprement parler, un compte-rendu de nos recherches de doctorat² ; il s'agit plutôt d'une synthèse de quelques difficultés liées à la construction de notre objet. Nous souhaiterions partager ici, les ressources que nous avons du mobiliser pour nous extirper du déterminisme des thèses hégémoniques, indigènes et savantes, sur les transformations de l'environnement post-bipolaire. Ayant obtenu une allocation doctorale *via* la Direction Générale de l'Armement (DGA) sur la thématique civilo-militaire en 2006, notre premier réflexe nous a conduit à (sur)investir la littérature stratégique sans véritable discernement. Il s'en suivit, l'immanquable désarroi de l'observateur, confronté, dans la reconstitution de cette période très particulière qu'est l'immédiate post-bipolarité, à un monde « retourné »³ et de façon subséquente, en dépit d'un foisonnement d'interprétations concurrentes, à la conclusion progressive, mais nette et sans appel, de l'obsolescence de la guerre interétatique majeure⁴.

A travers l'explicitation des processus d'objectivation de ces interprétations, du « désordre international » à la « fin de la guerre », sur les métamorphoses structurelles du champ de la

¹ Autant d'évolutions sémantiques (mais pas seulement) manifestes en France, depuis quelques années, en témoignent la nouvelle appellation du *Livre Blanc sur la défense et la sécurité* de 2008 ou le changement de sigle du Secrétariat Général à la Défense et à la Sécurité Nationale en 2010.

² *L'institutionnalisation de la coopération civilo-militaire (CIMIC) en France : acteurs, structures et processus de formalisation d'un outil de « gestion de crise internationale »*, thèse de doctorat en Science Politique (Relations Internationales), Université Paris 1, sous la direction de Michel Dobry.

³ Bertrand Badie, Marie Claude Smouts: *Le retournement du monde : sociologie de la scène internationale*, Presses de Science Po, Paris, 1992. On pourrait ajouter un monde « bouleversé » (Marisol Touraine, *Le bouleversement du monde*, Seuil, Paris, 1995) ou, plus tardivement, « basculé » (Jacques Lanxade, *Quand le monde a basculé*, Nil éditions, Paris, 2001).

⁴ Sur ce point, en plaçant celle-ci comme sixième et dernier scénario d'emploi des forces, après, dans l'ordre, « un conflit régional ne mettant pas en cause nos intérêts vitaux » (S1), « un conflit régional pouvant mettre en cause nos intérêts vitaux » (S2), « une atteinte à l'intégrité du territoire national hors de la métropole » (S3), « la mise en œuvre des accords de défense bilatéraux » (S4) et « les opérations en faveur de la paix et du droit international » (S5), le *Livre blanc sur la Défense* de 1994, est explicite.

défense, cette réflexion vise à contribuer à la dénaturalisation des « transformations » affectant, depuis le début des années 1990, le secteur militaire. L'enjeu est donc de fournir quelques pistes pour éclairer, non seulement, les conditions de fabrication et d'enracinement de représentations dominantes dans un secteur donné, mais surtout, en retour, pour évaluer les effets d'objectivation de ces représentations sur la structuration du secteur. En adoptant l'hypothèse de continuité⁵ et en empruntant les méthodes de l'analyse stratégique⁶, qui nous permettent de nous centrer sur la façon dont certains acteurs se « saisissent » du « changement »⁷, cette communication se propose, dans un premier temps, de souligner certains mécanismes d'objectivation de ces interprétations (I), afin d'éclairer, ensuite, quelques-unes des transformations structurales de l'appareil national de défense (II) tout en proposant des ressources théoriques, marginalement appliquées aux objets dits « stratégiques », et, nous semble-t-il utiles, pour contrecarrer le déterminisme des lectures dominantes de la post-bipolarité (III).

I. Ressorts et mécanismes d'objectivation des discours sur le « désordre international »

En partant de la résonnance de la chute du Mur de Berlin et de la guerre du Golfe, en tant que deux événements historiques distincts, participant de façon concomitante, de la perception d'un déclassement de la puissance nationale, nous allons d'abord souligner, le désarroi suscité par l'effondrement bipolaire chez les acteurs comme les observateurs de la politique étrangère française, à travers l'objectivation d'un certain nombre de discours sur le « désordre international ». Pour autant, il s'agit moins d'insister sur l'« incertitude structurelle » en tant que terreau d'une conjoncture fluide⁸, que de montrer en quoi, la perte de repères consécutive à l'effondrement du monde bipolaire suscite un véritable foisonnement de « prédictions créatrices » : « *si les hommes définissent leurs situations comme réelles, elles sont réelles dans leurs conséquences* »⁹.

⁵ Précisément comme le note fort justement Bastien Irondele à propos des réformes du secteur de la défense dans les années 1990, il n'est pas certain que l'on gagne beaucoup - au niveau de l'explication - à se placer du point de vue du changement plutôt que de la continuité. Voir Bastien Irondele, *La réforme des armées en France. Sociologie de la décision*, Paris, Presses de Sciences Po (Coll. Gouvernances), 2011.

⁶ Michel Crozier, Erhard Friedberg, *L'acteur et le système*, 1977, réédition, Seuil, Paris, 1981.

⁷ Il s'agit sans aucun doute de l'enjeu théorique de cette communication : comment observer, analyser et *a fortiori* rendre compte, des transformations affectant un secteur ou un espace social ? On l'aura compris, plus concrètement, dans le cas de notre objet de thèse, la reformulation de ce questionnement revient à se demander comment ne pas « réduire » l'explication de l'émergence du groupe civilo-militaire au sein des armées françaises aux seules « circonstances exceptionnelles » de la conjoncture post-bipolaire.

⁸ Avec la notion « d'incertitude structurelle », Michel Dobry explique comment, les conjonctures fluides, par opposition aux conjonctures routinières, tendent à casser les repères et calculs habituels des acteurs : « *Elle a en effet, pour ressorts majeurs l'effacement ou le brouillage des indices et repères, et la perte d'efficacité des instruments d'évaluation qui, en tant qu'éléments des logiques sectorielles, servant dans les conjonctures routinières de support et de matériau aux appréciations, interprétations des situations, anticipations et, plus généralement, calculs ordinaires des acteurs* », *Sociologie des crises politiques*, Presses de Science Po, Paris, 2009, p138.

⁹ Théorème de Thomas de Robert Merton : *Eléments de théorie et de méthode sociologique* (1957), trad. de l'américain par Henri Mendras, Armand Colin, Paris, 1997, pp 137-139 : « *Les définitions collectives d'une situation (prophéties et prévisions) font partie intégrante de la situation et affectent ainsi ses développements ultérieurs. Ce fait est particulier à l'homme et ne se retrouve pas ailleurs dans la nature. Les prévisions sur le retour de la comète de Halley n'influent pas sur son orbite. Mais la rumeur de l'insolvabilité de la banque de Millingville eut une*

Congrès AFSP Strasbourg 2011

A. De Berlin au Golfe : le spectre du déclassement

A partir de l'anticipation des reconfigurations politiques sur le vieux continent depuis l'effondrement de l'URSS, Jack Snyder fut l'un des premiers à signaler la distribution des interprétations de la post-bipolarité¹⁰ entre ce qui allait devenir l'optimisme libéral et post-hégélien des uns (entre « fin de l'histoire »¹¹ et « moment unipolaire »¹²) et le pessimisme hobbesien des autres (entre « clash des civilisations »¹³ et « retour vers le futur »¹⁴). Dans le premier cas, l'érosion du système bipolaire est la promesse d'un monde stabilisé, garanti par la démocratisation et la libéralisation des anciens Etats communistes¹⁵ ; dans le second, au contraire, la bipolarité étant le système le plus stable¹⁶, le monde de l'après 1989 nous replonge dans le contexte de l'anarchie hobbesienne d'avant 1945¹⁷, d'où l'idée d'un « retour vers le futur » ou pour d'autres, d'un « nouveau féodalisme »¹⁸. Bref, tandis que les uns se félicitent de l'homogénéisation du destin collectif des communautés politiques, avec selon les cas, plus ou moins d'idéalisme ou de cynisme, de naïveté ou de provocation, les autres tirent la sonnette d'alarme : les menaces qui nous guettent, à l'orée du XXI^e siècle, moins visibles mais plus insidieuses, seraient bien pires que la perspective, du reste, depuis longtemps improbable, d'un holocauste nucléaire¹⁹.

conséquence directe sur son sort. Prophétiser son effondrement suffisait à le provoquer. La prédiction créatrice débute par une définition fautive de la situation. Provoquant un comportement nouveau qui rend vraie la conception fautive à l'origine. La spéculative vérocité de la prédiction créatrice engendre une suite d'erreurs. Car le prophète arguera des événements pour montrer qu'il avait raison. »

¹⁰ "Averting Anarchy in the New Europe", *International Security*, vol 14, Spring 1990, pp 5-41. Jack Snyder ne se contente pas de renvoyer les visions pessimistes et optimistes dos à dos, puisqu'il se positionne en faveur d'une « troisième voie », celle de l'institutionnalisme néolibéral comme « antidote des conséquences de l'anarchie hobbesienne », *Op.cit.*, p 6. En France, les travaux de Pierre Hassner mettent en avant une distribution relativement similaire : « Fin des certitudes, choc des identités : un siècle imprévisible », *RAMSES 2000*, Thierry de Montbrial, Pierre Jacquet (dir.), Paris, Dunod, 1999.

¹¹ Francis Fukuyama, *La fin de l'Histoire et le dernier homme*, Flammarion Champs, Paris, 1993.

¹² Charles Krauthammer, « The Unipolar Moment », *Foreign Affairs*, vol. 70, 1990/1991-1, pp 23-33.

¹³ Samuel Huntington: « The Clash of Civilizations ? », *Foreign Affairs*, vol. 72 (3), 1993, pp 22-49.

¹⁴ John Mearsheimer, « Back to the future », *International Security*, Summer 1990, pp 5-56 et Stephen Walt, "The case for Finite Containment: Analyzing US Grand Strategy", *International Security*, vol. 14, n°1, summer 1989, pp 5-49.

¹⁵ Comme l'indique notamment Snyder, l'optimisme de la « fin de l'histoire » se nourrit du précepte libéral suivant : « les démocraties ne se font pas la guerre entre elles ». Sur ce point, voir John Mueller, *Retreat from Doomsday: The Obsolescence of Major War*, Basic Books, New York, 1989.

¹⁶ Kenneth Waltz, *Theory of International Politics*, McGraw-Hill, New York, 1979.

¹⁷ Sur l'hypothèse d'un retour à une situation anarchique caractéristique des Relations Internationales, voir les écrits, plus tardifs, d'Henri Kissinger (*Diplomacy*, Simon et Schuster, New York, 1995) et de Zbigniew Brzezinski (*Le grand échiquier*, Hachette, Paris, 1997).

¹⁸ C'est-à-dire, dans une perspective transnationaliste, d'une érosion de la souveraineté étatique par la concurrence exercée par les « nouveaux acteurs ». Hedley Bull, *The Anarchical Society: A Study of Order in World Politics*, Columbia University Press, New York, 1977 et Susan Strange, *The Retreat of the State. The Diffusion of Power in the World Economy*, Cambridge University Press, Cambridge, 1996.

¹⁹ Que l'on prête attention à la tournure téléologique de la phrase : « Nous avons battu un gigantesque dragon qui nous barrait la route mais nous vivons désormais dans une jungle infestée d'une diversité déconcertante de serpents venimeux », James Woolsey, directeur de la CIA de 1993 à 1995, témoignage devant le Senate Intelligence Committee, le 2 février 1993. Propos cités par John Mueller, « The Catastrophe Quota : Trouble after the Cold

Congrès AFSP Strasbourg 2011

Ce qu'il nous semble primordial de souligner dès à présent, c'est que dans les deux cas, que l'on souscrive à l'hypothèse optimiste d'une « fin de l'histoire » avec convergence des sociétés humaines vers l'horizon de la démocratie de marchés, ou à l'inverse, que l'on redoute la réouverture d'une sorte de « boîte de Pandore des Relations Internationales » jusqu'alors verrouillée par le couple bipolarité/dissuasion (et que l'on normalise cette réouverture comme un retour à l'état de nature caractéristique du système international ou qu'on l'envisage plutôt comme une accélération de l'histoire), la marginalisation des guerres majeures entre grands Etats, demeurent la conclusion partagée de ces séries d'interprétations pourtant concurrentes. Dans le premier cas, les démocraties ne se font pas la guerre ; dans le second, la guerre « à l'ancienne » (territoire, bataille décisive, frontières...) et son arsenal dissuasif nucléaire ne suffisent plus à endiguer les menaces, ou justement, les risques. La période 1989-1991 ouvre donc une ère de foisonnement prédictif, où les définitions concurrentes se multiplient et se chevauchent, visant pour la plupart à (ré) injecter du sens aux relations internationales, entendues ici à la fois en tant qu'espace d'interactions, système politique et/ou discipline universitaire. La seconde catégorie d'appréhensions, qualifiées de pessimiste ici, semble, en tout cas schématiquement, bien correspondre aux positions désenchantées des autorités diplomatico-stratégiques françaises qui, en tout cas dans leur majorité, ne semblent pas croire en la possibilité d'une uni-polarité américaine « bienveillante »²⁰. Cette version pessimiste, entre les pôles « accélération de l'histoire » et « retour à l'état de nature », se manifeste à travers la multiplication des visions déclinistes, envisageant la fin de la guerre Froide comme la fin d'une sorte de « diplomatie de rente » héritée de la stratégie gaullienne du pont Est/Ouest²¹.

Dès lors, plus que la chute du mur de Berlin le 9 novembre 1989 en elle-même, c'est bien le déroulement de la guerre du Golfe jusqu'en février 1991, qui scelle, symboliquement, l'entrée dans un « nouveau siècle ». Au minimum, les enseignements tirés de l'enchaînement des deux événements par les autorités nationales, résonnent comme la prise de conscience d'une perte relative des moyens du maintien de la présence dans le monde, en particulier par rapport aux anglo-saxons, ou au maximum, comme la révélation définitive du statut précaire de puissance moyenne. Dans un premier temps, avant la dissipation - très - progressive de la menace militaire conventionnelle de l'Est, la dissolution du Pacte de Varsovie, la transition démocratique en Europe orientale, l'éclatement de la Yougoslavie, la multiplication des interventions multinationales ou la conclusion de différents traités de désarmement, événements envisagés avec une extrême prudence²², c'est la réunification Allemande qui est traitée comme dossier

War », *Journal of Conflict Resolution*, vol 38/3, septembre 1994, traduit en français : « Scénario catastrophe : désordre après la guerre froide », *Cultures & Conflits* n° 19-20, 1995, p 50.

²⁰ Robert Kagan, « The Benevolent Empire », *Foreign Policy*, n° 111, summer 1998, pp 24-35.

²¹ Voir les ouvrages des proches collaborateurs de Mitterrand, Louis Gautier, ancien conseiller pour les affaires budgétaires de Pierre Joxe, ministre de la Défense entre 1991 et 1993 (*Mitterrand et son armée, 1990-1995*, Grasset, Paris, 1999) et Hubert Védrine, secrétaire général de la présidence de la République jusqu'en 1995 (*Les mondes de François Mitterrand - À l'Élysée de 1981 à 1995*, Fayard, Paris, 1996). Lire aussi Samy Cohen, *Mitterrand et la Sortie de la guerre froide*, PUF, Paris, 1998.

²² « Il n'en reste pas moins que, sous l'égide de François Mitterrand, la politique française tarde à admettre notamment la rétractation de la menace soviétique et le mouvement de dissolution de l'URSS ou l'issue rapide du processus de réunification allemande, donnant même le sentiment de craindre certaines de ces évolutions. » Bastien Irondele, *Gouverner la défense : analyse du processus décisionnel de la réforme militaire de 1996*, Thèse de doctorat en Science politique de l'IEP de Paris, 2003, p 143.

Congrès AFSP Strasbourg 2011

prioritaire. La crainte de l'entourage du Président Mitterrand est celle d'un décentrage de l'axe de gravité européen vers l'Est.

« Mitterrand était dans le même état d'esprit que la plupart des diplomates [...] Nous avons derrière nous une tradition diplomatique vieille d'au moins trois siècles en France : nous avons toujours été beaucoup plus à l'aise avec plusieurs Allemagnes qu'avec une seule. » (François Scheer²³, cité par Samy Cohen, *op.cit*, 1998, p 147).

La guerre du Golfe, débute avec l'invasion du Koweït par les forces irakiennes de Saddam Hussein le 2 août 1990 et s'achève militairement le 28 février 1991 avec la libération du territoire koweïtien. Ce sont les enseignements tirés, au plan organisationnel, qui vont guider les principaux axes de transformations de l'outil militaire national²⁴. Les deux éléments qui ont suscité le plus de réactions, concernent le volume et l'organisation des effectifs projetables et la qualité des matériels. Dans le premier cas, la décision de recourir à des troupes professionnelles dans ce conflit, sans appelés, relance non seulement avec acuité le débat sur l'armée mixte²⁵ mais alimente aussi une frustration certaine en termes de capacités de projection. Dans le second cas, au niveau des matériels et sans aller jusqu'aux armements les plus sophistiqués, le retard français, est mentionné de toute part : téléphone satellite, tenue camouflée « désert », systèmes de guidage par satellite, moyens de transports aéroportés... Si les « leçons retenues », guidant et justifiant les réformes de l'appareil de défense, sont donc essentiellement d'ordre pratique, le choc, du décalage observé avec les techniques et les moyens américains, est aussi celui d'un monde qui « glisse » vers l'uni-polarité, tendance à laquelle la politique étrangère française va s'atteler à faire contrepoids, prêchant pour un monde multipolaire. Il semble que l'enjeu véritable de la caractérisation de la structure du système international par les dirigeants, en termes d'« uni », de « multi » ou de « bipolarité », sorte de compétition pour la « définition de la situation », corresponde davantage à une logique de positionnement stratégique et d'« échanges de coups »²⁶ que d'explicitation du fonctionnement de la matrice des relations internationales. En ce sens, et dans une perspective réaliste, une autre explication possible du positionnement des élites nationales par rapport à la distribution générale des interprétations sur les transformations de la post-bipolarité, consiste à y décrypter une posture et une activité de rééquilibrage par rapport au « risque » perçu de l'uni-polarité américaine.

« Dans un monde où la menace d'affrontement Est Ouest a disparu, la dissuasion a perdu sa fonction régulatrice. Les conséquences en sont très grandes car aucun autre système de régulation ne s'est substitué à la dissuasion nucléaire, si ce n'est, de manière imparfaite, la politique étrangère de Washington. Au fil d'une décennie, il apparaît que les Nations unies ne sont pas en mesure de réaliser ce que l'on attendait d'elles, c'est-à-dire le maintien de la paix planétaire. La régulation par la communauté internationale se heurte particulièrement aux Etats-Unis qui portent la responsabilité principale dans cet échec. » (Jacques Lanxade, *Quand le monde a basculé*, Nil éditions, Paris, 2001, p 362).

²³ Ancien secrétaire général du ministère des Affaires Etrangère.

²⁴ Sur le lien fait entre les enseignements de la guerre du Golfe de 1991 et les réformes de la défense en 1992 (en particulier la refonte interarmées des organisations de commandement, la création du Commandement aux Opérations Spéciales et de la Direction du Renseignement Militaire), voir notamment l'autobiographie de l'amiral Jacques Lanxade, chef d'Etat-major des armées entre 1991 et 1995, *Quand le monde a basculé*, Nil éditions, Paris, 2001.

²⁵ Qui, comme l'indique Bastien Irondelle, dans le cadre de l'hypothèse de continuité, constitue encore l'option préférentielle des élites militaires jusqu'à la professionnalisation lancée par le président Jacques Chirac en 1996.

²⁶ Thomas Schelling, *Strategy of Conflict*, 1960, PUF, Paris, 1986.

Congrès AFSP Strasbourg 2011

Dans le champ militaire national de l'époque, cette position est notamment palpable à travers la question de l'élargissement géographique et thématique des compétences de l'OTAN à laquelle sont opposées, en tout cas dans la première moitié des années 1990, les autorités politiques et militaires nationales, même si un rapprochement au niveau doctrinal, est, à cette époque, déjà perceptible.

B. Menaces tous azimuts²⁷ : où et qui est mon ennemi ?

Pour les exégètes pessimistes, l'exercice qui marque la période confuse qui s'ouvre avec la fin de la guerre du Golfe (1991) et se referme avec les premiers enseignements de l'interposition onusienne en ex-Yougoslavie et la réforme de la professionnalisation (1995), consiste à « lister » les menaces insidieuses que le XXI^e siècle recèle.

« A l'inverse d'une expérience multiséculaire, la France se trouve dans la situation peu familière où ses frontières ne semblent plus immédiatement et directement menacées. Rarement pourtant, depuis la guerre, un sentiment souvent diffus d'insécurité n'a été aussi fortement ressenti ». (Livre blanc, 1994, p 11).

C'est précisément à ce moment, à l'intérieur du schème des interprétations pessimistes, que la position des autorités nationales se rapproche du pôle transnationaliste des « nouvelles menaces » plutôt que réaliste du « retour vers l'état de nature ». Qu'ils soient le fait de certains universitaires (historiens, stratégestes, sociologues des conflits, politologues, internationalistes, spécialistes des conflits de basse intensité²⁸) ou des acteurs de la sécurité (états-majors, diplomates, stratèges et conseillers du prince, industriels de l'armement, experts et consultants, services de police et de renseignement), les discours prétendant caractériser le (des)ordre post-bipolaire²⁹ empruntent une même linéarité rhétorique, anxiogène parce que cumulative. Ce désordre est donc d'abord attribué à des États stigmatisés en tant que parias³⁰, défaits ou effondrés³¹, narco, proliférateurs, mafieux³² et/ou créanciers du terrorisme international. Cette

²⁷ Régis Debray, *Tous azimuts*, Odile Jacob, Paris, 1989.

²⁸ La terminologie associée à ces « nouvelles » guerres (« d'intervention », « petites », « irrégulières », « périphériques » ou « optionnelles ») comme l'incapacité, semble-t-il, de les qualifier positivement (conflits asymétriques et non conventionnels), témoignent du fort ethnocentrisme occidental qui enserme la pensée stratégique contemporaine. A l'inverse, les réalistes, rappelleront qu'il s'agit tout simplement de « la guerre tout court » : « A vrai dire, il ne s'agit ni de conflit de "basse intensité" ni d'une quelconque forme dégénérée de guerre, mais de la guerre tout court, au sens élémentaire – hobbesien – du mot, qui constitue de loin le type de conflit armé le plus important de notre temps », Martin Van Creveld, *La transformation de la guerre*, Monaco, Editions du Rocher, 1998, p 41.

²⁹ Pierre Lellouche, *Le nouveau monde. De l'ordre de Yalta au désordre des nations*, Grasset, Paris, 1992.

³⁰ « *Rogue States* » dans la terminologie anglo-saxonne. Si le concept est ancien, sa nouvelle fortune est essentiellement due à la classification dite de « l'axe du mal » de l'administration néoconservatrice américaine au début de l'année 2002 (Cuba, Soudan, Syrie, Iran, Irak, Libye, Corée du Nord).

³¹ Respectivement « *Failed States* » (Gerard Helman et Steven Ratner, « *Saving Failed States* », *Foreign Policy*, n°89, hiver 1992-93, p 3-20) et « *Collapsed States* » (William Zartman, *Collapsed States, the Disintegration and Restoration of Legitimate Authority*, Boulder, Lynne Rienner Publishers, 1995). De manière plus générale, les théoriciens du désordre ont tendance à associer systématiquement la dangerosité des menaces à la faillite des États : voir notamment Robert Kaplan, *The Coming Anarchy Shattering the Dreams of the Post Cold War*, Random House, 2000, édition originale : *The Atlantic Monthly*, février 1994) et Mary Kaldor, *New and Old Wars : Organized Violence in a Global Era*, Cambridge, Polity Press, 1999.

³² Ou « mafiocratie », voir R.T Naylor : « From Cold War to Crime War : the Search For a New "National Security" Threat », *Transnational Organized Crime*, Hiver 1995, p. 37-56.

Congrès AFSP Strasbourg 2011

défaillance structurelle est amplifiée par l'instabilité chronique de leurs sociétés : clientélisme, violence et corruption, épidémies et sous-développement, allégeances claniques et ethniques, manque de malthusianisme, intégrisme religieux, criminalité galopante. Enfin, plus tardivement, les individus complètent cet inventaire jusqu'au cœur des sociétés occidentales : il s'agit d'immigrés, réguliers ou clandestins (la figure du « sans-papiers »), d'une main-d'œuvre concurrentielle et bon marché (la figure du « plombier polonais »), de terroristes cachés parmi des hordes de banlieusards rétifs à l'ordre républicain (la figure de « l'ennemi de l'intérieur »).

Evidemment, dans le cadre de « l'incertitude structurelle », et de la déflation des crédits de défense³³, la définition de l'ennemi participe d'une construction identitaire. Or, il n'est pas évident de savoir si, comme formulé précédemment, c'est en « toute logique », la formalisation stratégique des « nouvelles guerres » qui répond à la stigmatisation de « nouvelles menaces », ou au contraire, si ces dernières ne sont pas mobilisées *a posteriori* pour justifier des réorientations majeures dans l'art de la guerre, surtout depuis que l'ennemi soviétique n'est plus.

« *Quelque rebattu que soit le thème de la disparition de l'ennemi, on se doit d'y revenir, tant il est riche, et gros de conséquences. Nécessité vitale pour le stratège, l'ennemi est, pour chacun, un élément indispensable du confort personnel, définition négative de soi-même : si je n'ai plus d'ennemi, est-ce que j'existe encore ?* » (Général Claude Le Borgne, « Que mettra-t-on, soldat, sur ta tombe ? », *Cultures & Conflits* n°11, automne 1993, p 127).

« Définition négative de soi » et référent ontologique du stratège, la reconstruction de la figure de l'ennemi témoigne des transformations de la pensée stratégique contemporaine. Si à l'époque, certaines analyses évoquent la substitution de la dialectique du bourgeois et du barbare au manichéisme de l'opposition entre le capitaliste et le communiste³⁴ ou la transposition d'un axe de clivage international Est/Ouest en Nord/Sud³⁵, les plus nombreuses soulignent la réactivation d'un modèle centre-périphérie à l'échelle du globe³⁶. Au final, entre ethnocentrisme et évolutionnisme, rares sont les typologies qui, par prudence, évoquent les centres ou les périphéries, reléguant ainsi, l'extrême diversité des représentations et positions stratégiques au

³³ A propos de l'impact de la crise financière du début des années 1990 (poids de la dette publique, critères européens de convergence de Maastricht, prolongement du financement des grands programmes d'armement) sur les réformes de la défense en France, voir Bastien Irondele, 2003, 2011, *op.cit.* Pour lui, ce contexte de resserrement budgétaire signe la fin du compromis inflationniste du financement des grands projets d'armement au sein des armées.

³⁴ Voir Pierre Hassner, *La terreur et l'Empire. La violence et la paix II*, Le Seuil, Paris, 2003. On pourrait décliner quasiment à l'infini le manichéisme culturaliste issu des représentations du monde en termes de clivage Nord/Sud, ou ce que l'auteur nomme une « géopolitique des passions » : le civilisé et le barbare, le cartésien et le « fou de dieu », le matérialiste et le mystique, le post-moderne et le pré-moderne.

³⁵ La transposition d'un axe de clivage international, de la verticalité à l'horizontalité, n'est pas sans conséquences surtout en termes de rapport à l'altérité. Voir Jean-Louis Duclos, « Les déplacements de la menace : (fé)néantisation du nord par le nord », *Cultures & Conflits* n°2, 1991, pp. 163-177.

³⁶ L'interprétation de la conflictualité post-bipolaire sur le modèle centre-périphérie se divise en deux catégories. Certains auteurs envisagent ce modèle comme annonçant une séparation de plus en plus nette entre le centre et sa périphérie (Max Singer, Aaron Wildavsky: *The Real World Order, Zones of Peace/Zones of Turmoil*, Chtaham House Pub, 1993. D'autres, en revanche, nous préviennent d'une perméabilité accrue entre ces deux mondes (Robert Kaplan, *op.cit.*, 2000).

sein des Etats du Nord et du Sud, au second plan³⁷.

II. *Recomposition et reconfiguration du champ de la Défense*

« Nouveaux acteurs » (non étatiques), « nouvelles menaces » (déterritorialisées et asymétriques), « nouvelles guerres » (non conventionnelles), « nouvelles missions » (non plus seulement dissuasives) : il s'agit du réseau d'explications indigènes, justifiant, *a posteriori*, l'émergence des actions dites d'environnement parmi lesquelles la coopération civilo-militaire, que nous tentons de déconstruire. Dès lors, si l'on veut comprendre « l'origine » des nouveaux outils militaires, il « suffirait » de remonter l'échelle de causalité dans le sens inverse. La CIMIC provient de la multiplication des opérations de maintien de la paix, celles-ci sont issues de l'émergence de nouveaux types de guerres elles mêmes liées à l'apparition, de nouvelles menaces que la dissuasion ne suffit plus à endiguer : « la boucle est bouclée ». Prises isolément, ces propositions, loin d'être absurdes, procèdent d'un certain « bon sens », en revanche, non seulement, elles ne peuvent être réduites, historiquement, à la post-bipolarité, mais surtout, le lien de causalité, mécanique, établi entre chacune d'elles, est très largement contestable³⁸.

A. *La défense hors du sanctuaire : de l'effondrement au basculement*

A ce titre, l'objectivation de la gestion de crise comme nouvel axe stratégique au sein des armées françaises à travers les réformes lancées dès 1992, découle notamment d'un rééquilibrage entre la logique de dissuasion et la logique d'action.

« Largement organisé depuis quarante ans autour d'une mission de garde face à l'est, conçu, équipé, entraîné pour répondre à des hypothèses dont l'origine se trouvait, pour l'essentiel, dans la guerre froide, notre appareil de défense doit procéder, chacun le sent, à une véritable conversion, Les circonstances, les menaces, les risques sont différents. Figer le système de défense dans des conceptions et des capacités dépassées, refuser ou retarder une nécessaire mutation, représenterait un risque inadmissible.

³⁷ Voir notamment la typologie de Robert Cooper (*The Post moderne State and the World Order*, Demos, Londres, 1996) qui différencie quatre types de politiques étrangères menées par les Etats, en fonction de leur rapport à la souveraineté : les pré-modernes, les modernes, les post-modernes et...les Etats-Unis. Ancien vice-ministre de la défense britannique, conseiller militaire de Tony Blair et collaborateur de Javier Solana (responsable de la Politique Européenne de Sécurité et de Défense), Robert Cooper passe pour l'un des principaux tenants de « l'impérialisme libéral ». Dans *la fracture des nations* (Denoël, Paris, 2004), il opte pour une position ouvertement interventionniste pour pallier la déliquescence des Etats du Sud. Si cette typologie présente le mérite de différencier les représentations du monde des Etats du centre (Etats-Unis et Etats membres de l'Union Européenne) et de la périphérie (modernes et pré-modernes), on regrette cependant le parti pris évolutionniste et performatif de l'auteur.

³⁸ Il semblerait plutôt la marginalisation de la guerre interétatique résulte du fait nucléaire et balistique avant tout. Par ailleurs, si la guerre interétatique tend à l'obsolescence entre les grands Etats, cette proposition, valable depuis la seconde moitié du XX^e siècle n'est donc en rien réductible à la post-bipolarité. Mais cette proposition vaut-elle pour les Etats nucléaires dits moyens ? L'Inde, le Pakistan, la Corée du Nord, Israël et demain peut être l'Iran, partagent-ils cette vision ? De même, la question de la dilution de la notion de défense des frontières nationales est-elle pertinente au regard des situations dans les territoires palestiniens, au Cachemire, dans le Caucase, dans la péninsule coréenne, en Afrique subsaharienne ? Enfin si la guerre interétatique majeure semble improbable entre « grands » Etats, possible entre « moyens » Etats, elle est récurrente entre « petits » Etats. A moins qu'évidemment, encore une fois, l'on nous explique que ces Etats étant en faillite, ne peuvent être considérés comme de « vrais » Etats, ou comble de l'ethnocentrisme, qu'il ne s'agit là que de « petites guerres ».

Congrès AFSP Strasbourg 2011

En outre, même parvenu à maturité, l'instrument de défense conçu dans les années 1960 et décrit pour l'essentiel dans le Livre Blanc de 1972 avait encore des lacunes : faiblesses du renseignement, insuffisances des moyens de projection, décalages par rapport à l'évolution des systèmes de commandement, déficiences en matière d'interopérabilité avec nos alliés. » (Livre blanc sur la Défense, 1994, p 5).

Pour le dire autrement, en reprenant, avec Bastien Irondelle³⁹, la théorie des trois cercles du général et théoricien de la dissuasion Lucien Poirier, le rééquilibrage interne au secteur militaire cette fois-ci, entre dissuasion et action se fait par la « dévalorisation du premier cercle, le territoire national, au profit du troisième cercle, celui des opérations extérieures » (le second cercle étant l'« Europe »). En effet, l'hypothèse de continuité, permet notamment de comprendre que l'action n'a pas remplacé la dissuasion, mais qu'un nouvel équilibre entre les deux a été trouvé ; c'est ce que les Livres blancs de 1994 et 2008 nomment une « stratégie renouvelée ». Plus précisément, Bastien Irondelle montre bien en quoi la période 1989-1995, concernant les dossiers de l'armée mixte et de la doctrine nucléaire, est une période de maturation ou de non-décision. Ce principe de rééquilibrage amène les principaux acteurs du champ de la défense à considérer progressivement, en tout cas *a posteriori*, que 1989/1990 marque, au final, davantage un basculement qu'un effondrement⁴⁰. Il se traduit en premier lieu par la refonte des capacités de projection des armées françaises et la prolongation, quelque peu modifiée, du consensus nucléaire, qui voit la question de son emploi tactique resurgir au sein des débats spécialisés. La projection, dans un monde, on l'a compris, décrit comme « plus petit » et plus que jamais perméable aux « crises », détermine les capacités militaires, en temps, en volume mais aussi en rotation de personnels, à intervenir n'importe où et n'importe quand.

Pendant organisationnel de la projection au sein de cette réforme de « gestion de crise », l'interarmisation désigne deux réalités distinctes mais complémentaires. En premier lieu, il s'agit du postulat de l'obsolescence de l'organisation par « systèmes d'armes » (Air, Terre, Marine, Gendarmerie) au profit des nouveaux « systèmes de forces » plus intégrés et complémentaires dans un contexte de rationalisation organisationnelle et budgétaire⁴¹. Elle désigne donc tout autant les organisations de commandement que les forces projetées et prône un réaménagement de l'organisation des chaînes hiérarchiques et organiques. Elle suppose enfin une recomposition sociologique des groupes militaires combattants, davantage organisés à partir de spécialités fonctionnelles que d'armée d'appartenance⁴². En outre, l'interarmisation, de manière indirecte,

³⁹ *Op.cit*, 2003, p 166.

⁴⁰ Sur ce point, voir l'autobiographie de Jacques Lanxade, *op.cit*, 2001.

⁴¹ Ce projet se retrouve notamment dans l'élaboration du Plan Prospectif à 30 ans (PP30) par les « architectes » du ministère de la Défense. Ces « systèmes de forces » présentent un caractère fortement interarmées, et permettent, selon les responsables de son élaboration, de penser la complémentarité des différents systèmes dans la cohérence globale. On compte huit « systèmes de force » : dissuasion, commandement, contrôle, communication et renseignement, mobilité stratégique et tactique, frappe dans la profondeur, maîtrise du milieu aéroterrestre, maîtrise du milieu aéro-maritime, maîtrise du milieu aérospatial, préparation et maintien de la capacité opérationnelle.

⁴² L'interarmisation a donc un poids culturel certain. Il semble d'ailleurs que cette évolution, vers de plus petites unités flexibles, complémentaires et multifonctionnelles rejoigne un mouvement parallèle d'« atomisation » des sous cultures militaires. La littérature spécialisée insiste ainsi beaucoup sur les conséquences microsociologiques de la fin de la socialisation militaire par les grands ensembles (casernes) au profit d'un retour sur le « groupe primaire ». Pour une synthèse, voir François Gresle (dir), *Sociologie du milieu militaire, les conséquences de la professionnalisation sur l'armée et l'identité militaire*, l'Harmattan, Paris, 2005.

Congrès AFSP Strasbourg 2011

renvoie aussi à la notion d'interopérabilité ou de multinationalisation, qui, désigne la capacité de la composante nationale d'une force déployée à agir dans un cadre multilatéral avec un commandement multinational intégré. Ainsi seront créés dès 1992, l'Etat-major de Planification Interarmées de Creil (EMIA), directement chargé de l'interopérabilité et le Centre Opérationnel Interarmées (COIA) fondus en 2004 pour former le Centre de Conduite et de Planification des Opérations (CPCO), épine dorsale du commandement militaire français. Parallèlement, la réforme du renseignement via la création de la Direction du Renseignement Militaire (DRM) et des forces spéciales via celle du Commandement aux Opérations Spéciales (COS) est lancée la même année. Enfin, la formation des officiers à l'interarmement se parachève avec la mise en place du Collège Interarmées de Défense (CID).

B. Le continuum défense-sécurité

La période post-bipolaire voit ainsi le progressif remplacement du terme de « défense » (traditionnellement lié aux « menaces » externes), par celui de « sécurité » (traditionnellement liée aux « risques » internes). Le champ de la « sécurité », « gérant » désormais « des risques » et non plus des « menaces », est exposé aux « crises » et non plus simplement aux « guerres » ; autant d'évolutions sémantiques, palpables dès 1994 et manifestes dans le *Livre Blanc de la Défense* de 2008⁴³. Jusqu'à présent, dans la version de 1994, c'est surtout la mondialisation, en termes d'atomisation et de dématérialisation de flux, qui implique alors une « globalisation » de la sécurité. Si les thématiques de gestion de crise et de maintien de la paix s'imposent progressivement à celle du « désordre international » au sein des Etats-majors dans la seconde moitié des années 1990, c'est la lutte contre le terrorisme international qui relance au cours des années 2000, la question de la « sécurité » en tant que dépassement d'un modèle de défense stato-centré. Sur le fond, le livre blanc de 2008, ne présente aucune inflexion majeure par rapport à celui de 1994 ; il s'agit plutôt une mise à jour, puisqu'à l'exception de certains points marginaux, il prolonge les orientations stratégiques préconisées jusqu'alors. En revanche, la principale évolution, visible dès le titre et pourtant, sans aucun doute la moins commentée, concerne bien l'entérinement officiel du remplacement de la posture de « défense » par celle de la « sécurité nationale » :

« Au terme de ces travaux, ce Livre blanc introduit une innovation majeure dans la définition de la stratégie de la France. Il expose une stratégie non seulement de défense, mais aussi de sécurité nationale. Son objet est de parer aux risques et aux menaces susceptibles de porter atteinte à la vie de la nation. Les menaces peuvent provenir d'États et de groupes non étatiques transnationaux. Les risques peuvent résulter de catastrophes naturelles ou sanitaires qui appellent des réponses à l'échelle mondiale. » (Livre blanc sur la défense et la sécurité de 2008, p 16).

Dans l'extrait ci-dessus, la menace est « politique » et le risque est « naturel » ; ailleurs, dans le texte comme dans les discours, la différence de nature menaces/risques provient soit de

⁴³ Les acteurs institutionnels, ayant notamment plaidé pour un élargissement de la notion de sécurité au début des années 1990, ne sont pas que français et militaires. Frédérique Ramel rappelle le rôle de Boutros Boutros-Ghali et Kofi Annan à l'ONU autour des principes de dignité et de sécurité humaine (Frédéric Ramel, *Sécurité humaine : un concept pour penser le XXIème siècle ?*, Centre Lyonnais d'Etudes de Sécurité Internationale et de Défense (CLESID), <http://clesid.univ-lyon3.fr/publications/sechumaine.html>), tandis que Jean-François Daguzan et Pascal Lorot évoquent le rôle de l'UNESCO (« Repenser la sécurité nationale », *La revue géopolitique*, 1^{er} mars 2008, <http://www.diploweb.com/Repenser-la-securite-nationale.html>).

Congrès AFSP Strasbourg 2011

l'identité institutionnelle de celui qui la porte (étatique ou pas) soit de la « capacité avérée de nuisance⁴⁴ ». Si l'utilisation de la dichotomie menaces/risques, restent très largement métaphorique dans la plupart des arènes politico-militaires, les « risques » constituent, en tout cas du point de vue de la planification stratégique, des « menaces » jugées impossibles à endiguer uniquement par la force militaire en tant que telle. Il s'ensuit, évidemment, l'inévitable exercice taxinomique qui décline presque à l'infini, les sécurités : humaines, sociétales, environnementales, alimentaires, sanitaires....

Les enjeux de la restructuration du champ de la défense sont donc palpables à travers la recomposition du champ, et plus précisément, la reconversion et la redistribution du capital spécifique de gestion de la menace entre ses membres, qui voient les kremlinologues « passés au second rang »⁴⁵. Il en émerge une majorité, qui quoiqu'excessivement hétérogène dans sa composition sociale, appuie la stigmatisation de nouvelles menaces devenues plus dangereuses car insidieuses, plus imprévisibles car polymorphes et plus insaisissables car déterritorialisées. Non seulement, les spécialistes de ce que les stratèges nommaient, pour préserver le monopole de la « menace », les « risques sociétaux » gagnent en légitimité mais surtout, ils réintègrent le cœur des réflexions stratégiques contemporaines. Cette redistribution des cartes en faveur des spécialistes des conflits de basse intensité, des experts en « gestion de risque », des membres des services de police et de renseignement, des industriels de l'armement et des partenaires plus ou moins institutionnels de « gestion de crise internationale » (Organisations Internationales, ONG, entreprises, ministères...), tend, en outre, à élargir considérablement la sphère de compétence du champ en question, au point que l'on peut se demander si la dilution des objets référents de la stratégie n'est pas la conséquence d'une dilatation du champ. L'appréhension de la catégorie « risques » et sa gestion par un continuum défense- sécurité, supposent donc l'abrogation, au moins théorique, de la traditionnelle dichotomie interne/externe⁴⁶, base d'un réalisme certes mis à mal, mais toujours dominant auprès des élites politico-militaires.

Si le phénomène est, à la fois, trop contemporain et trop marginalement étudié, pour tirer des conclusions hâtives, sa mise en perspective historique nous incite à poser la question du caractère conjoncturel ou structurel des transformations du champ de la défense. Ainsi, si certaines analyses, notamment à travers une approche du « changement » par les mobilisations multisectorielles, plaideraient pour une déssectorisation conjoncturelle du champ depuis la crise post-bipolaire⁴⁷, d'autres mettent en avant des processus de civilianisation sur une plus longue

⁴⁴ « La « menace » est un terme ambigu. Elle recouvre deux notions indissociables : un projet antagoniste démontré, couplé à une capacité avérée de nuisance - le terrorisme, le crime organisé, la piraterie en font partie. Le « risque » relève quant à lui d'une « situation susceptible de créer des menaces ». Il en va ainsi des risques stratégiques ou structurels - la mondialisation économique, l'affaiblissement de la souveraineté, de la capacité de gouvernance des Etats ; des risques conjoncturels - la prolifération des ADM, les phénomènes migratoires, l'accès aux ressources, le réchauffement climatique etc... » (Les Premiers Ateliers de la Citadelle, « menaces à l'horizon 2025-2030 », mission Lille Euro métropole Défense Sécurité, 5 mai 2010).

⁴⁵ Voir *Cultures § conflits* n°2, 1991 : « Menaces du Sud : images et réalité ».

⁴⁶ D'après notre entretien avec un proche conseiller du général Georgelin, chef d'Etat-major des armées au moment de la parution du Livre blanc sur la défense et la sécurité de 2008, les débats entre rédacteurs ont avant tout été marqué par la marginalisation des partisans de la préservation d'une différence de traitement entre risques sociétaux et menaces stratégiques.

⁴⁷ Michel Dobry, *op.cit.*, 2009. Pour autant signalons, que l'on ne peut, à proprement parler d'un champ de la sécurité nationale, dans la mesure, où les différents secteurs impliqués sont encore largement autonomes et structurés.

Congrès AFSP Strasbourg 2011

période. Les travaux traitant de la transformation des armées occidentales *via* notamment une perméabilité accrue aux techniques et normes civiles sont, en tout cas pour certains, relativement connus depuis plusieurs décennies : en particulier l'influence de la civilianisation sur la définition et la conduite de la politique militaire et les effets de la professionnalisation⁴⁸. Plus récemment et dans le cas des réformes françaises de défense, les études les plus significatives se consacrent au passage d'un modèle institutionnel à un modèle industriel⁴⁹ et aux transformations des rapports interpersonnels⁵⁰. D'autres analyses, moins théoriques, mettent en avant la « civilianisation » des préoccupations stratégiques, en France, depuis les années 1970, notamment à partir d'une stratégie d'ouverture de l'institution militaire :

« Il y a eut dans le même mouvement, dans les années 80, une civilianisation des armées et en même temps, la stratégie n'appartient plus uniquement aux militaires... Elle appartient à des think tanks, les IFRI, les IRIS, les machins⁵¹... il y a multiplication des instituts stratégiques mais par des civils [...]. En plus chez les grands chefs, il y a le problème de l'opinion... une armée qui a encore le sentiment, ou a qui on a donné le sentiment d'être coupable d'avoir torturé l'Algérie... et donc, 82,83,84,85, on court après le client... moi je suis au SIRPA à l'époque, je me souviendrai toujours de ce général à qui j'ai dit que la notion de soldat de la paix était antinomique, position que je soutiens toujours : « mais tu ne te rends pas compte, on va avoir une bonne opinion de nous », donc là il y a une dynamique à prendre en compte, c'est que l'humanitaire va permettre redonner une virginité à cette putain d'armée... » (Entretien avec un ancien colonel de l'armée de terre, 16 février 2010).

III. Face aux thèses hégémoniques : choc et adaptation

On l'a donc bien compris, davantage qu'une analyse constructiviste des conséquences matérielles de la transformation des représentations stratégiques, cette communication plaide en faveur d'une explication des transformations du champ de la défense à partir de l'analyse de « logiques de situation⁵² ». Les transformations observables du champ de la défense doivent être

⁴⁸ Surtout aux Etats-Unis. Dans le premier cas voir, Samuel Finer *The Man on Horseback. The Role of the Military in Politics*, 1962, Westview Press, Boulder, 1988 et dans le second, Morris Janovitz, *The Professional Soldier: a Social and Political Portrait*, the Free Press New York 1960.

⁴⁹ Ou d'un débat récurrent sur la « banalisation » des armées. Voir Bernard Boëne, « La professionnalisation des armées : contexte et raisons, impact fonctionnel et socio-politique », *Revue française de sociologie*, 44-4, 2003, pp 647-693, Charles Moskos, « La banalisation des armées », *Futuribles* juin 1987, pp 27-54.

⁵⁰ François Gresle, 2005, *op.cit.*, Carlos Da Silva, Gaëtan Flocco, Stéphanie Gallioz, Delphine Marques, *Les transformations de l'encadrement militaire, vers une mitigation du commandement et ses conséquences*, Les documents du C2SD, 2004, Fabrice Hamelin, « Le combattant et le technocrate. La formation des officiers à l'aune du modèle des élites civiles », *Revue Française de Science Politique*, vol. 53, n°3, 2003, pp. 435-463.

⁵¹ Par ailleurs la Fondation pour les Etudes de Défense Nationale (FEDN), créée dès 1972 par Michel Debré, alors ministre d'État chargé de la Défense nationale, deviendra ensuite Fondation pour les Etudes de Défense (FED) en 1992 puis, Fondation pour la Recherche Stratégique (FRS) après sa fusion avec le Centre de Recherches et d'Études sur les Stratégies et les Technologies (CREST) à l'initiative du ministre de la Défense Pierre Joxe. Ayant notamment œuvré à la mise en place du Centre d'Analyse et de Prévision (CAP) au quai d'Orsay depuis 1973, Thierry de Montbrial créé l'Institut Français des Relations Internationales (IFRI) en 1979 avec le soutien du gouvernement de Raymond Barre. Enfin, le Centre Interdisciplinaire de recherche sur la paix et les études stratégiques (CIRPES) est créé en 1980 par Alain Joxe, frère de Pierre, futur ministre de la Défense. Outre le fait que ces organisations n'ont pas les mêmes statuts ni la même visibilité, elles visent cependant à associer étroitement les civils à l'élaboration des doctrines stratégiques.

⁵² Michel Dobry, « Ce dont sont faites les logiques de situation », *L'atelier du politiste*, sous la direction de Pierre Favre, La découverte, Paris 2007.

étudiées du point de vue des configurations matérielles concrètes qui imprègnent les acteurs de l'époque, et donc pas seulement du point de vue des effets de la diffusion d'une doxa, aussi dominante et entraînant soit elle.

A. L'illusion de l'adaptation homéostatique

La première piège guettant le chercheur confronté aux transformations du secteur de la défense, est sa contribution à l'objectivation des réseaux d'explications indigènes : « les réformes de la défense résultent des transformations de l'environnement stratégique ». L'angle macrosociologique, inviterait donc à envisager - ou plus rigoureusement ici, à enregistrer - l'émergence du civilo-militaire comme l'adaptation homéostatique des organisations militaires à la « nouvelle donne stratégique » : la coopération civilo-militaire deviendrait « fille » des transformations de l'environnement stratégique post-bipolaire. Cette entrée holiste, reposant notamment sur une certaine affinité entre néo-réalisme⁵³ et structuro-fonctionnalisme⁵⁴, correspond à une lecture exogène des dynamiques du « changement » institutionnel. Il s'agit-là d'une dérive objectiviste et positiviste tendant à réifier la « fonction » étudiée.

De façon concomitante, les lectures de la post-bipolarité se nourrissent d'un déterminisme historique problématique. Ainsi, à l'image de la thèse hégémonique du « choc initial » et de « l'inévitabilité des réformes », l'illusion étiologique consiste à vouloir expliquer l'existence d'un fait social par ses causes ou ses origines, son piège consistant à croire, pour ce qui nous intéresse, que la trajectoire d'une institution dépend étroitement, en quelques sortes, de son « code génétique ». A l'inverse, l'illusion téléologique, encore plus courante, consiste à s'intéresser non plus aux causes mais aux conséquences ; en ce sens, les interprétations téléologiques des transformations de la post-bipolarité, entre « accélération de l'histoire » et « retour vers le futur », visent avant tout à répondre à la question « vers quoi allons-nous » plutôt que « que s'est-il passé depuis 1989 » ? Les « identificateurs de troubles » s'adonnent à un exercice en trompe-l'œil : ils complexifient, *a priori*, la post-bipolarité en simplifiant, *a posteriori*, la bipolarité. Cette reconstruction rétrospective relève d'abord d'une certaine myopie à l'égard de la Guerre froide : une diplomatie basée sur un dialogue entre superpuissances rationnelles et raisonnables, une stabilité stratégique assurée par le nucléaire et renforcée par le système bipolaire de « non guerre », des guerres périphériques alors « limitées », des représentations du monde simples car basées sur une dualité idéologique, un jeu interétatique prévisible car soumis aux logiques des blocs... On comprend le désarroi des stratèges, orphelins de la Guerre froide : parce que la structure bipolaire du système international avait le mérite de tout expliquer sur ce qu'étaient la guerre et la paix, l'effondrement de l'URSS précipite le monde vers l'inconnu. Cette reconstruction rétrospective fonctionne en circuit fermé, tant elle vise à enserrer la réalité dans un schéma explicatif unique, rigide et exclusif : le passage d'un système international stable parce que marqué par une conflictualité de Guerre froide prévisible car codifiée, à un système instable parce que soumis à une conflictualité post-bipolaire imprévisible car anarchique.

⁵³ On se trouve dans un cas typique de la théorie des stratégies de rééquilibrage entre acteurs (*Balance of Power*). Voir Kenneth Waltz, *Theory of International Politics*, McGraw-Hill, New York, 1979.

⁵⁴ Voir Talcott Parsons, *Structure of Social Action*, McGraw Hill, New York, 1937 et Robert Merton, *Social Theory and Social Structure*, Free Press of Glencoe, Chicago, 1957.

Congrès AFSP Strasbourg 2011

Particulièrement sous exploitée, la piste d'une mobilisation collective de certains officiers supérieurs pour une réhabilitation des stratégies d'action à partir de l'observation biographique par cohorte des engagements et des carrières professionnelles de certains d'entre eux, nous permet de contrebalancer l'hypothèse de l'adaptation homéostatique par celle de la « fenêtre d'opportunité ». Cet exercice, appliqué dans le cadre de notre thèse, a été riche d'enseignements sur la façon dont les acteurs, y compris et surtout en période d'incertitude structurelle, se « saisissent » plus qu'ils ne « subissent » ou « s'adaptent » au changement. Sans dévoiler les conclusions partielles de cet exercice biographique, certains points méritent d'être soulignés : les plus hauts responsables de la fonction CIMIC, de la fin des années 1990 à la fin des années 2000, sont *tous* des officiers supérieurs de l'armée de terre et plus précisément de l'armée d'Afrique⁵⁵, bénéficient d'un « parcours d'excellence » en opérations comme au sein des Etats-majors centraux et d'une autorité de combattant donnant d'autant plus de poids à leur argumentation à propos d'une fonction non strictement militaire⁵⁶. On constate, à travers leur carrière professionnelle, une volonté farouche de fuir « l'immobilisme du front de l'Est », aussi bien palpable à travers la reconstitution qu'ils font, *a posteriori*, de leur propre engagement comme leur extrême mobilité et leur choix d'affectation. Enfin, que l'on évoque leur spécialité militaire, leurs titres universitaires, leurs relations privées, leurs témoignages dans la presse institutionnelle ou généraliste ou leur taux de reconversion, l'ouverture, pour ne pas dire l'imbrication et le multipositionnement de ces officiers, au sein des univers civils, à Paris comme en opérations extérieures, est une dernière caractéristique à ne pas négliger. Il ne faut pas pour autant céder, à l'inverse, au déterminisme microsociologique qui conduirait en quelque sorte à une « théorie du complot ». Ce n'est pas parce que nous récusons l'idée simpliste que l'adaptation des organisations militaires aux transformations stratégiques *via* les réformes des années 1990 suffise à expliquer l'émergence de la fonction CIMIC, que nous envisageons, l'action coordonnée, le pré-positionnement stratégique ou la pertinence des anticipations tactiques de « quelques-uns ».

B. La dénaturalisation de l'élargissement de la notion de sécurité

Un autre point fondamental est la dénaturalisation de l'élargissement de la notion de sécurité, à travers notamment l'explicitation de la contribution de certains milieux universitaires à cette évolution. Au-delà des études transnationalistes, participant directement d'une transformation de la catégorie « menaces » en « risques », et de façon subséquente, à l'abrogation de la dichotomie

⁵⁵ Nous réutilisons cette métaphore militaire de la période bipolaire par opposition à l'armée du front de l'Est. L'armée d'Afrique regroupe essentiellement les Troupes de marine et la Légion.

⁵⁶ Au sein d'une culture militaire valorisant surtout les représentations guerrières, la coopération civilo-militaire, « fonction d'environnement » visant à optimiser les interactions entre une force armées et ses environnements civils, ces officiers seront jugés d'autant plus crédibles à soutenir, ou pas, le dossier CIMIC, qu'ils n'ont précisément pas fait carrière dedans. Ainsi l'un des premiers réflexes de ces officiers lors d'une situation d'entretien, est de rappeler qu'ils ne sont pas des intellectuels portés sur les questions politiques et civiles, mais des combattants, des hommes de terrain qui ont fait, avec succès, leur « temps de commandement ». Ensuite au cours de l'entretien, une fois ce préalable posé et illustré, ils acceptent volontiers la posture d'intellectuel, empruntant très souvent leurs arguments et exemples à des univers non militaires et notamment au sein de la littérature (un général évoquant « Mr Jourdain », *Le bourgeois gentilhomme* de Molière, à propos de la redécouverte du civilo-militaire et un autre, évoquant *Le désert des tartares*, roman de Dino Buzzati, pour illustrer l'immobilisme du front de l'est). Au fur et à mesure de l'entretien, le passage progressif du « chef charismatique » à celui de l'intellectuel nuancé, sans doute encouragé par l'interaction avec un chercheur, est palpable.

Congrès AFSP Strasbourg 2011

traditionnelle interne/externe des relations internationales, les apports conceptuels de l'Ecole de Copenhague⁵⁷ fournissent un autre éclairage fondamental. Il s'agit de souligner l'aspect performatif et praxéologique du langage sécuritaire, et plus largement de la pensée stratégique :

«L'utilisation du langage sécuritaire est cruciale, car il possède une capacité intégrative. Il permet d'établir une interconnexion entre des faits séparés, comme les migrations, le terrorisme, le fondamentalisme islamique, la drogue, le Marché unique européen, et de les globaliser en un ensemble signifiant, auquel je me référerai ici comme à un champ de la sécurité. [...] Le langage n'est plus ici le simple outil descriptif d'une réalité qui lui serait extérieure, mais une force déterminante, intégrant les relations sociales.» (Jef Huysmans, « Dire et écrire la sécurité : le dilemme normatif des études de sécurité », *Cultures & Conflits*, n°31-31, printemps-été 1998, pp 179-180).

Le langage sécuritaire fait se confondre l'objet qu'il désigne avec l'action qu'il vise. Ainsi, le concept défini par Ole Weaver de « sécurisation » renvoie à un processus par lequel on nomme un objet référent de la sécurité et où l'on identifie les sources des menaces contre celui-ci.

- 1 : un référent, c'est-à-dire un objet pour lequel il est légitime de réclamer la sécurisation (l'Etat, la communauté, le marché, etc.) ;
- 2 : un acteur ou des acteurs qui dispose(nt) de suffisamment de légitimité pour promouvoir la sécurisation (des « experts », des hommes politiques, de hauts fonctionnaires, etc.) ;
- 3 : des acteurs fonctionnels qui affectent la dynamique sans agir directement dessus.

On comprend donc très nettement comment on glisse subrepticement d'une définition objective, stato-centrée et monolithique de la défense, à une définition intersubjective de la sécurité, confondue avec l'acte de sécurisation. Pour les partisans des études critiques, on ne doit pas limiter les entités qui peuvent devenir un objet référent de la sécurité, et donc il n'est pas question de privilégier une entité par rapport à une autre, bien qu'ils aient un penchant particulier pour l'individu comme « ultime référent ». Ainsi Barry Buzan⁵⁸ souligne-t-il l'existence de cinq secteurs dans l'univers sécuritaire :

- 1 : militaire (généralement en rapport avec les capacités offensives et défensives des Etats ainsi que leurs perceptions mutuelles relatives à ces capacités, en fait, le secteur traditionnel de la défense),
- 2 : sociétale (qui se rapporte à la sauvegarde d'éléments culturels, linguistiques, religieux et à l'identité nationale),
- 3 : économique (principalement l'accès aux ressources, finances et marchés nécessaires pour générer un niveau jugé suffisant de bien-être),
- 4 : environnementale (surtout la conservation locale ou planétaire de la biosphère indispensable à toute activité humaine)
- 5 : politique (qui concerne avant tout l'équilibre du système gouvernemental et l'idéologie qui le sous-tend).

⁵⁷ Il s'agit, sans aucun doute en Europe, du groupe universitaire qui a eut le plus d'influence sur le renouvellement de la pensée en matière de sécurité. Citons, Ronnie Lipschutz, *On Security*, Columbia University Press, New York, 1998, Barry Buzan, *Security : A New Framework for Analysis*, Lynne Rienner Publishers Colorado, Boulder, 1998 et Ole Weaver; "Securitization and Desecuritization" in Lipschutz Ronnie(dir.), 1998, *op.cit.*, pp 46-87. Voir aussi, dans un autre registre, John Austin, *Quand dire, c'est faire*, 1970, Seuil, Paris, 1970.

⁵⁸ Barry Buzan, *People, States and Fear – An Agenda for International Security Studies in the Post-Cold War Era*, (2e éd.), New York, Hervester, 1991.

Congrès AFSP Strasbourg 2011

Central, le concept de sécurité sociétale, peut être résumé comme suit⁵⁹ :

« La sécurité sociétale concerne la capacité d'une société de persister dans son caractère essentiel sous des conditions changeantes et face à des menaces possibles ou réelles. Plus spécifiquement, il s'agit de la capacité de soutenir des modes traditionnels de langue, de culture, d'association, et d'identité religieuse et nationale et de coutumes dans des conditions acceptables pour leur évolution. [...] La sécurité sociétale concerne des situations où les sociétés perçoivent une menace en termes identitaires » (Ole Weaver, « Societal Security : The Concept », *Identity Migration and the New Security Agenda in Europe*, St Martin's Press, New York, 1993, p. 23).

A travers ce détour par la « sécurité sociétale », on revient directement à la question de l'identité. Pour autant, si nous n'allons pas discuter ici du caractère inopérant de la notion de menace en sciences sociales, il semblerait pourtant que ces propositions théoriques, inspirant et justifiant directement certaines évolutions de la politique de défense, sombrent très précisément dans le fétichisme dénoncé à propos des études stato-centrées : leur approche est, au moins, tout aussi essentialiste. Si le terme sécurité, présente l'infini mérite de dépasser l'appréhension monolithique de la notion de menace et de l'Etat, ne nous fait-il pas passer, à l'inverse, du côté d'une définition extrêmement volatile, versatile et (inter)subjective ? Par extension, le risque, objectivé comme objet référent du champ de la sécurité, ne fait-il pas qu'accentuer l'impression de menaces tous azimuts, justifiant ainsi, en retour, de son utilité ?

Conclusion

Comment expliquer les transformations structurelle du champ la défense, observables depuis quelques décennies et revendiquées par les autorités, depuis 2008, en termes de renouvellement de la posture globale de défense, sans s'en remettre aux tropismes étroitement stratégistes (mondialisation, fin de la guerre, civilianisation, professionnalisation...) ou aux explications savantes pratiques (adaptation homéostatique, stratégies de rééquilibrage, choc exogène...) ? Surtout, comment caractériser le phénomène observé autrement qu'en termes de recomposition, de reconfiguration, de rééquilibrage ou de basculement ?

Dans un premier temps, il semble primordial de ne pas perdre de vue la « politique déclaratoire » et l'affinité praxéologique et performative entre l'énoncé sécuritaire et la pensée stratégique : le livre blanc, généralement préfacé par le président de la République (ou le premier ministre, dans le cadre de la cohabitation en 1994), dans sa préparation et sa rédaction, ressemble à un exercice typique de justification et de validation de décisions déjà prises. Or cette perméabilité accrue, pour ne pas dire, sans doute maladroitement, cette dilatation du champ, est-elle la conséquence ou la cause d'une dilution des objets référents de la stratégie ? Plutôt qu'une quête illusoire des « origines historiques » de ces transformations, ne devrions nous pas nous tourner vers des logiques bureaucratiques de politiques publiques : y-a-t-il une division du travail reformulée en matière de politique de défense comme le plaideraient certaines approches structuro-fonctionnalistes ? Au contraire, en dépit des apparences, cette plasticité et porosité du

⁵⁹ *Les livres Blancs sur la Défense* semblent y faire directement écho non seulement à travers, dès 1994, la mise en œuvre « d'une conception globale de la Défense » et surtout, en 2008, l'émergence du « principe de résilience » (ou en termes performatifs propres au langage stratégique la capacité collective d'une société à se « remettre » ou « encaisser » les effets d'une crise extrême).

Congrès AFSP Strasbourg 2011

champ ne traduiraient-elle pas un recentrage des militaires sur leur métier, un « retour vers l'action » et donc une relégation des activités non stratégiques aux autres acteurs de la sécurité ?

Enfin, en dernier lieu, il convient de garder à l'esprit le fait que ces débats sur la transformation du champ de la défense, à l'image de l'influence de l'Ecole de Copenhague plaçant l'individu comme objet référent de la sécurité, entretiennent un lien direct avec la (dé)légitimation de l'Etat, en tant qu'organisation politique pourvoyeuse de sécurité. On pourrait ainsi, assimiler les enjeux sous tendus ici à une logique de saturation ou de surcharge du système politico-militaire en termes eastoniens⁶⁰. On en arrive donc, subrepticement et insidieusement, à questionner indirectement la capacité et la légitimité de l'Etat, en tant que forme d'organisation politique moderne, à juguler les « risques » du XXIe siècle.

« L'unique exigence d'une communauté politique – quelle qu'elle soit – est celle de la protection. Une communauté qui n'est plus en mesure de protéger la vie de ses membres [...] ne pourrait ni compter sur leur loyauté ni survivre très longtemps. L'inverse est aussi vrai : toute communauté capable, et, mieux, désireuse de protéger ses membres pourra s'appuyer, jusqu'à la mort, sur leur fidélité. L'apparition de l'Etat moderne s'explique avant tout par son efficacité militaire vis-à-vis d'autres organisations guerrières ; il est dépourvu d'avenir s'il s'avère incapable de se défendre efficacement en cas de conflit de basse intensité interne ou externe, comme cela semble être le cas » (Martin Van Creveld, op.cit, 1998, p 252).

⁶⁰ Pour David Easton (*Analyse du système politique*, Armand Colin, Paris 1974) la politique est l'allocation autoritaire de valeurs ; le système politique est un ensemble d'interactions par lesquelles s'effectue cette attribution de valeurs. Immergé dans un environnement qui l'influence et auquel il est obligé de répondre, le système politique, est en interaction constante avec ce dernier par des flux; ceux-ci sont composés d'input qu'il reçoit (en termes de soutiens et d'exigences) et d'output qu'il émet (en termes de décisions et d'actions).